



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines)**

**ZI DU BAS ROLLET LA GOUYONNIERE**

**BP 280**

**42480 La Fouillouse**

Références : -

Code AIOT : 0006104853

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines) implanté ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse. L'inspection a été annoncée le 21/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de l'inspection réalisée le 10 juillet 2024, l'inspection des installations classées avait proposé à M. le Préfet de la Loire de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place les dispositions demandées aux articles D. 541-361, D. 541-362 et D. 541-364 du Code de l'Environnement, imposées aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels.

La présente inspection avait pour objectif de vérifier la mise en place par l'exploitant des demandes formulées lors de la précédente inspection et notamment le respect des dispositions prescrites à l'exploitant dans le cadre de l'arrêté de mise en demeure daté du 06 septembre 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines)
- ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse
- Code AIOT : 0006104853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PISCINES DESJOYAUX exerce une activité de production de panneaux et structures de piscines en matières plastiques (polypropylène et polyéthylène). Le site dispose de deux ateliers de fabrication par injection et d'un atelier d'extrusion (production de granulés de matières plastiques). L'établissement exerce également une activité de négoce de produits d'entretien des eaux et d'accessoires divers pour les piscines.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prévention pertes GPI

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Bassin de confinement                            | Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.8.7           | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                           | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 5  | Audits des procédures par un organisme accrédité | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription  | Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure  | 1 mois                |
| 8  | Exigences pour le prélèvement                    | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4               | /  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|---|---|---|--------------------------|
| 2  | Typologie des sites industriels   | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription   | Levée de mise en demeure |
| 3  | Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361   | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective                  | Levée de mise en demeure |
| 4  | Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques        | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362   | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription   | Levée de mise en demeure |
| 6  | Alimentation eau potable  | Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.1.1             | /   | Sans objet               |
| 7  | Liste des PFAS  | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2                 | /   | Sans objet               |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection réalisée le 10 juillet 2024, l'inspection des installations classées avait proposé à M. le Préfet de la Loire de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place les dispositions demandées aux articles D. 541-361, D. 541-362 et D. 541-364 du Code de l'Environnement, imposées aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels. La présente inspection a permis d'attester de la mise en place sur le site des dispositions demandées aux articles D. 541-361, D. 541-362 et D. 541-364 du Code de l'Environnement en particulier l'installation de dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination dans l'environnement de granulés plastiques, l'établissement des procédures demandées et la réalisation d'un audit par un organisme certifié indépendant. Ainsi, l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°260-DDPP-24 du 06 septembre 2024 est levé.

L'exploitant veillera à publier rapidement la synthèse de l'audit réalisé le 28 mai 2025 sur son site internet.

D'autres demandes sont précisées dans le présent rapport d'inspection pour lesquelles il est demandé à l'exploitant d'y répondre selon les délais mentionnés dans le présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.8.7

|  |
|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations [...] doivent être équipées d'un bassin de confinement . Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimum de 1000m<sup>3</sup>.</p>   |
| <b>Constats :</b> <p>Le curage du bassin a été réalisé le 21 octobre 2024. Le bordereau d'identification et de suivi des sous-produits d'assainissement ainsi que la facture du prestataire ont été transmis à l'inspection. Le jour de l'inspection, il a été constaté que le bassin, destiné à recueillir une partie des eaux d'extinction d'incendie était toujours tapissé de joncs et de végétaux en tout genre. L'exploitant indique que cela est dû au revêtement (graviers...) disposé au-dessus du géotextile du bassin mais que celui-ci est bien étanche.</p> <p><b>Demande 1 :</b> L'exploitant transmettra une attestation confirmant l'étanchéité du bassin (délai : 1 mois). Si une attestation récente n'existe pas, l'exploitant en établira une lors du prochain curage qui ne devra pas dépasser un an (délai : prochain curage - fin 2025).</p> <p><b>Observation 1 :</b> Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un curage régulier de son bassin afin de l'entretenir et de s'assurer qu'il puisse recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

## N° 2 : Typologie des sites industriels

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul> |

|  |
|--|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a permis de faire le point sur les demandes formulées dans le rapport de l'inspection réalisée le 10 juillet 2024 ainsi que sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure joint à ce dernier. Il a été constaté durant l'inspection que les équipements et procédures demandés à l'article L. 541-15-11 du Code de l'Environnement ainsi que l'audit à faire réaliser par un organisme certifié indépendant ont bien été effectués par l'exploitant. Les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure ont été respectées.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>   |

**N° 3 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li> </ul>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>   |

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan des réseaux en cohérence avec la réalité. Lors de la présente inspection, il a pu être constaté que l'exploitant a mis à jour son plan des réseaux (mise à jour datée du 30 avril 2025). Il indique que ce dernier devra de nouveau être modifié suite à la construction d'un nouveau bâtiment sur le site prévue en fin d'année.

**Observation 2** : L'exploitant veillera à mettre à jour son plan des réseaux après chaque modification notable.

Conformément à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 06 septembre 2024, l'exploitant a mis en place des filtres tamis sur toutes les grilles d'eaux pluviales concernées (environ une quinzaine). De plus, certains silos, contenant des granulés de plastiques n'étaient pas étanches. L'exploitant a ainsi mis de la mousse afin d'obstruer les trous et les rendre hermétiques.

Concernant la dissémination possible de granulés de plastiques sur les zones de stockage en extérieur, l'exploitant indique avoir mis en place des process de contrôle afin d'éviter d'avoir des sacs troués en extérieur. Une ronde est ainsi mise en place chaque semaine, le vendredi par les chefs d'atelier et un contrôle mensuel est également réalisé afin de s'assurer de l'application des procédures et de l'absence de granulés disséminés sur le site.

La demande 5 de la précédente inspection demandait à l'exploitant de curer les fonds des regards d'eaux pluviales où se trouvent des granulés plastiques. Le curage a bien été effectué par l'exploitant conformément à la demande formulée.

Enfin, concernant les rebuts de granulés plastiques, il a pu être constaté durant l'inspection que ces derniers ne sont plus stockés dans la zone des déchets en extérieur mais à l'intérieur des ateliers dans des poubelles avec des sacs hermétiques, évitant ainsi leur dissémination potentielle dans l'environnement.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

**Référence réglementaire** : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

**Thème(s)** : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

### **Constats :**

Conformément à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure pris à l'encontre de l'exploitant, les procédures demandées à l'article D. 541-362 du Code de l'Environnement ont été mises en place par l'exploitant :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement : l'exploitant a mis à jour le plan identifiant les zones concernées afin d'inclure toutes les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement.

b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement : des rondes sont mises en place par les chefs d'atelier tous les vendredis. Un suivi de l'état et de la péremption des big bags ont également été mis en place. De plus, un audit interne est effectué tous les mois afin de s'assurer que les procédures sont appliquées et vérifier, entre autres, que les granulés de plastiques manipulés sont bien ramassés et ne se retrouvent pas disséminés dans l'environnement.

Des bavures sont générées lors des perçages pour la préparation des escaliers, situés en extérieur. Ces bavures (entre 1 et 2 cm) sont disséminés en extérieur du site sur la zone dédiée à cette activité. Cela a pu être observé durant l'inspection. Cette activité n'est pas fréquente mais effectuée selon les demandes des clients. L'exploitant indique qu'un des deux escaliers va être arrêté, limitant ainsi l'activité et avoir mis en place une procédure de nettoyage hebdomadaire sur la zone. Les grilles d'eaux pluviales de ce secteur sont bien mises en place et ne semblaient pas contenir beaucoup de ces bavures de plastiques lors de l'inspection. L'exploitant vérifiera régulièrement l'état de ces tamis et, le cas échéant, un nettoyage des tamis de ces grilles plus fréquent pourrait être envisagé. Une vigilance sur ce point est à avoir.

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site : des formations ont été données à tout le personnel afin de les sensibiliser aux granulés de plastiques. Des aspirateurs mobiles portatifs ont été mis en place dans les ateliers afin de faciliter le ramassage des granulés par le personnel.

En revanche, durant l'inspection, des granulés de plastiques répandus sur le sol ont été visualisés



autour du silo 4. Aucune bouche d'eaux pluviales n'a été visualisé à proximité. Néanmoins, l'exploitant devra s'assurer du nettoyage de cette zone de manière régulière.

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant : comme indiqué au constat 1, l'exploitant devra mettre en place une fréquence régulière de nettoyage de son bassin de confinement.

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 : une ronde hebdomadaire est effectuée. En revanche, l'exploitant devra rester vigilant à s'assurer du bon état de ces équipements.

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site : le personnel du site a été formé aux granulés de plastiques et aux procédures à appliquer. Des formations tous les deux ans sont envisagées. Un affichage est également mis en place dans les zones de manipulation des granulés, notamment sur les silos de stockage et dans la zone de stockage des matières premières.

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites : à ce jour, un audit est réalisé tous les mois afin de s'assurer de l'application des procédures et du nettoyage régulier des granulés sur le site. A ce jour, l'exploitant ne réalise pas d'audit interne semestriel sur le contenu des procédures.

**Observation 3 :** L'exploitant veillera à mettre en place le contrôle interne semestriel de ces procédures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et

accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

#### Constats :

Conformément à l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant a fait réaliser son audit le 02 décembre 2024 par la société SOCOTEC, faisant état de 50 % de conformité. Suite à cela, l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires et demandées lors de cet audit. La société SOCOTEC a ainsi procédé à un nouvel audit le 28 mai 2025 qui a conclu à 100% de conformité.

**Demande 2 :** L'exploitant mettra à disposition du public sur son site internet une synthèse du rapport d'audit, comme demandé à l'article D. 541-364 du Code de l'Environnement (délai : 1 mois).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Alimentation eau potable

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risques chroniques

#### Prescription contrôlée :

Les branchements d'eaux potables sur la canalisation publique seront munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

#### Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la facture de mise en place des deux disconnecteurs datée du 31 mars 2025. Lors de l'inspection, il a pu être constaté la mise en place de ces dispositifs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Liste des PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir contacté ces deux plus gros fournisseurs de matières premières, représentant près de 90 % de ses fournisseurs, afin de s'assurer de l'absence de substances PFAS dans les produits utilisés sur le site. Ces derniers ont confirmé l'absence de substances PFAS introduites intentionnellement dans les produits livrés à l'exploitant. Les autres matières premières (ABS...) sont peu utilisées et stockées sous abri et sont donc peu susceptibles de contaminer les eaux pluviales du site.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 8 : Exigences pour le prélèvement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser une campagne de trois analyses des substances PFAS des eaux pluviales, conformément à la demande formulée dans le précédent rapport d'inspection, et les a transmis à l'inspection.</p> <p><b>Demande 3 :</b> L'exploitant déclarera sous GIDAF les analyses PFAS effectuées sur les eaux pluviales (délai : 1 mois). Pour cela, il pourra s'aider de l'aide contextuelle mise à disposition des exploitants sous MonAIOT : <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/aide-contextuelle-gidaf#pfas">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/aide-contextuelle-gidaf#pfas</a> « demander l'invalidation d'une déclaration ».</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |

|  |
|--|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                      |